1. *Prend acte du Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1985;*

2. *Prend acte également des conclusions de la Commission du développement social à sa vingt-neuvième session⁹⁰;*

3. *Note avec une vive préoccupation la détérioration continue de la situation économique et sociale dans le monde, en particulier dans les pays en développement dont la situation a été encore aggravée par de fortes fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt réels élevés, la chute brutale des prix des produits de base, la sérieuse détérioration des termes de l'échange des pays en développement, l'accroissement des pressions protectionnistes, le transfert inverse de ressources des pays en développement, le fardeau écrasant de la dette, le processus restrictif d'ajustement exigé par les institutions de financement et de développement, la baisse en termes réels de l'aide publique au développement et la grave pénurie de ressources dont souffrent les institutions multilatérales de développement et de financement;*

4. *Note en outre avec une profonde préoccupation que la situation économique et sociale en Afrique demeure critique et a été aggravée par la récession mondiale et par la famine, la sécheresse et la désertification;*

5. *Demande l'application intégrale de la résolution 39/29 de l'Assemblée générale, relative à la situation économique critique en Afrique;*

6. *Note avec une grande préoccupation la lenteur des progrès réalisés dans l'application de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social ainsi que dans la réalisation des objectifs et des buts de développement global adoptés et réaffirmés dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;*

7. *Réaffirme que les aspects et les objectifs sociaux du développement font partie intégrante du développement global et que chaque pays a le droit souverain de déterminer librement et d'appliquer les politiques appropriées pour son développement social, dans le cadre de ses plans et priorités de développement;*

8. *Souligne l'importance que l'instauration du nouvel ordre économique international revêt pour la réalisation du progrès social;*

9. *Réaffirme l'urgente nécessité de réaliser les objectifs de développement socio-économique contenus dans la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social et dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que la nécessité de réaliser les objectifs socio-économiques du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés;*

10. *Souligne à nouveau que le progrès socio-économique rapide des pays en développement exige un appui financier multilatéral et bilatéral substantiellement accru et une assistance technologique de haut niveau aux efforts nationaux de développement, accordés dans le cadre des plans de développement des pays en développement;*

11. *Demande à tous les Etats Membres de promouvoir le développement économique et le progrès social en élaborant et en appliquant une série cohérente de mesures de politique générale pour atteindre les buts et objectifs fixés dans le cadre des plans et des priorités établis à l'échelon national, dans les domaines de l'emploi, de l'enseignement, de la santé, de la nutrition, du logement, de la pré-*

vention du crime, du bien-être des enfants, de l'égalité des chances pour les handicapés et les personnes âgées, de la pleine participation des jeunes au processus de développement ainsi que de l'intégration et de la participation entières des femmes au développement;

12. *Demande aux organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies de mobiliser les ressources nécessaires pour prendre des mesures visant à améliorer la situation sociale et à réaliser les principaux objectifs énoncés dans la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et dans le nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés;*

13. *Demande également à tous les Etats Membres de n'épargner aucun effort pour éliminer rapidement et complètement les obstacles fondamentaux au progrès économique et social et au développement, comme le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et toutes les formes de discrimination raciale, l'apartheid, le terrorisme sous toutes ses formes, l'agression, l'occupation et la domination étrangères et toutes formes d'inégalité et d'exploitation des peuples, et également de prendre des mesures efficaces pour diminuer les tensions internationales, mettre un terme à la course aux armements et redistribuer les ressources ainsi dégagées pour promouvoir le développement économique et social;*

14. *Prie le Secrétaire général de continuer à suivre de près la situation sociale dans le monde d'une manière régulière et de présenter le prochain rapport complet sur la situation sociale dans le monde, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine à sa quarante-quatrième session en 1989;*

15. *Prie également le Secrétaire général, lorsqu'il établira le prochain rapport sur la situation sociale dans le monde, de tenir compte des observations des Etats Membres sur le rapport de 1985 ainsi que des conclusions de la Commission du développement social qui figurent dans le rapport sur les travaux de sa vingt-neuvième session;*

16. *Prie en outre le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour assurer une large diffusion des rapports sur la situation sociale dans le monde;*

17. *Invite les organes, organisations et organismes des Nations Unies à coopérer pleinement avec le Secrétaire général à l'élaboration des futurs rapports en fournissant toutes les informations pertinentes relevant de leurs domaines de compétence respectifs;*

18. *Décide d'inscrire la question intitulée "Situation sociale dans le monde" à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-quatrième session.*

*116^e séance plénière
13 décembre 1985*

40/101. Le rôle des femmes dans la société⁹¹

L'Assemblée générale,

Réaffirmant les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, ainsi que l'importance de la Déclaration de Mexico de 1975 sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix⁹², du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale

⁹⁰ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1985, Supplément n^o 4 (E/1985/24 et Corr.1).

⁹¹ Voir également sect. I, note 17, et sect. V résolution 40/204.

⁹² Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, Mexico, 19 juin-2 juillet 1975 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.1), chap. I.

de la femme⁹³ et du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme⁹⁴,

Accueillant avec satisfaction les résultats de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, qui s'est tenue à Nairobi du 15 au 26 juillet 1985, en particulier l'adoption des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁵¹,

Notant qu'une paix juste et durable et le progrès social ainsi que l'instauration d'un nouvel ordre économique international nécessitent la participation active des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationales et au processus de développement,

Considérant que l'inégalité économique, le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale, l'*apartheid*, l'intervention étrangère, l'occupation, la domination étrangère et le terrorisme sous toutes ses formes, les actes d'agression et l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats, ainsi que les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales constituent des obstacles à la réalisation d'une égalité réelle et authentique et à l'intégration des femmes dans la société,

Convaincue de la nécessité d'assurer à toutes les femmes le plein exercice des droits consacrés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁷³, dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme²⁴ et dans d'autres instruments pertinents en la matière,

Déclarant que la participation pleine et égale des femmes dans toutes les sphères d'activité est indissociable du développement politique, économique, social et culturel de tous les pays,

Tenant compte de ce que les efforts visant à promouvoir la condition des femmes sous tous ses aspects et leur intégration complète à la société doivent aller au-delà du problème de l'égalité juridique et que des transformations plus profondes des structures de la société et des réformes des relations économiques actuelles, ainsi que l'élimination des préjugés traditionnels grâce à l'éducation et à la diffusion de l'information sont nécessaires pour créer des conditions dans lesquelles les femmes puissent développer pleinement leurs capacités intellectuelles et physiques et participer activement au processus de prise de décisions touchant le développement politique, économique, social et culturel,

Consciente de la nécessité d'élargir les possibilités offertes aux hommes, comme aux femmes, pour ce qui est de combiner leurs devoirs parentaux et les tâches domestiques avec un emploi rémunéré et des activités sociales,

Sachant que le rôle de procréatrice de la femme ne devrait pas être une cause d'inégalité et de discrimination et que l'éducation des enfants exige un partage des responsabilités entre les femmes, les hommes et la société tout entière,

Appréciant vivement la participation croissante et la contribution des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle,

1. *Fait appel* à tous les gouvernements et toutes les organisations internationales et non gouvernementales pour qu'ils reconnaissent dans leurs activités l'importance de tous les aspects interdépendants du rôle joué par les femmes dans la société — en tant que mères, en tant qu'agents du développement économique et en tant que

participantes à la vie publique — sans sous-estimer aucun de ces aspects;

2. *Engage* tous les gouvernements à promouvoir un développement social et économique propre à garantir la participation des femmes à toutes les activités professionnelles, un salaire égal pour un travail égal et un accès égal à l'éducation et à la formation professionnelle et technique, tout en tenant compte de la nécessité de combiner tous les aspects du rôle de la femme dans la société;

3. *Fait appel* aux gouvernements et aux organisations internationales et non gouvernementales pour qu'ils favorisent l'instauration de conditions propres à permettre aux femmes de participer, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la vie publique et politique, à tous les niveaux du processus de prise de décisions et à l'organisation de la vie en société dans ses divers aspects;

4. *Engage* les gouvernements à reconnaître la situation particulière qu'est la maternité et son importance sociale et à prendre, eu égard à leurs capacités et à leur situation propres, toutes les mesures nécessaires pour en promouvoir la protection, grâce notamment à l'octroi de congés de maternité avec traitement, et assurer la sécurité de l'emploi aussi longtemps que nécessaire, de façon à permettre aux femmes, si elles le souhaitent, de remplir leur rôle de mères sans que leurs activités professionnelles et publiques en souffrent;

5. *Fait appel* aux gouvernements pour qu'ils favorisent la création d'installations appropriées pour la garde et l'instruction des enfants afin de permettre aux parents de combiner maternité et paternité avec des activités économiques, politiques, sociales, culturelles et autres et de les aider ainsi à s'intégrer pleinement dans leur société;

6. *Décide* d'examiner la question du rôle des femmes dans la société à sa quarante et unième session, au titre d'une question intitulée "Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme d'ici à l'an 2000".

116^e séance plénière
13 décembre 1985

40/102. Participation des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationales

L'Assemblée générale,

Réaffirmant le noble objectif, énoncé dans la Charte des Nations Unies, que constitue le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, ainsi que la volonté résolue des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, exprimée dans la Charte, de préserver les générations présentes et futures du fléau de la guerre,

Rappelant que la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, tenue à Nairobi du 15 au 26 juillet 1985, en adoptant les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁵¹, a souligné l'importance de la participation des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationales,

Convaincue que l'Année internationale de la paix, proclamée pour 1986 par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/3 du 24 octobre 1985, pourrait imprimer un élan nouveau à la volonté de préserver la paix et la sécurité internationales,

Réaffirmant sa résolution 37/63 du 3 décembre 1982, par laquelle elle a proclamé la Déclaration sur la participa-

⁹³ *Ibid.*, chap. II, sect. A.

⁹⁴ *Rapport de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Copenhague, 14-30 juillet*

1980 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.80.IV.3 et rectificatif), chap. I, sect. A.